

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LE HAVRE SEINE METROPOLE

HOTEL DE LA COMMUNAUTE
19 RUE GEORGES BRAQUE
76600 Le Havre

Références : 20251029_Usine-eau-Radicatel
Code AIOT : 0005801988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement LE HAVRE SEINE METROPOLE implanté ROUTE DEPARTEMENTALE 982 76170 Saint-Jean-de-Folleville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE HAVRE SEINE METROPOLE
- ROUTE DEPARTEMENTALE 982 76170 Saint-Jean-de-Folleville
- Code AIOT : 0005801988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine d'eau de Radicatel assure l'alimentation en eau potable des secteurs du Havre et de Bolbec, et sert de relais pour l'eau industrielle provenant de Norville. Elle relève du régime de l'autorisation en raison de son installation de stockage de chlore.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/06/2006, article 7.3.3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
2	Alimentation de secours	Arrêté Préfectoral du 21/06/2006, article 7.5.7	Demande d'action corrective	3 mois
3	Détection chlore	Arrêté Préfectoral du 21/06/2006, article 7.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Analyse des risques foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Vérification des installations de protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Manche a air	Arrêté Préfectoral du 21/06/2006, article 9.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations électriques présentent encore de nombreuses non-conformités, dont certaines génèrent des risques d'incendie ou d'explosion. Plusieurs équipements n'ont pas pu être vérifiés faute d'accès, ce qui nécessite une organisation garantissant un contrôle complet lors des prochaines visites. Aussi, l'inspection propose à monsieur le Préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 4 mois, les dispositions de l'article 7.3.3 l'arrêté préfectoral du 21/06/2006 en levant l'ensemble des non-conformités électriques identifiées dans le rapport de vérification annuelle de septembre 2025 et en procédant à une nouvelle vérification de l'ensemble des installations électriques du site.

Par ailleurs, la détection chlore et la protection foudre présentent des points à clarifier ou à mettre à jour, notamment après l'ajout de groupes électrogènes et au regard des exigences réglementaires. Enfin, des actions correctives et des échéanciers sont demandés à l'exploitant, notamment pour assurer une alimentation de secours rapide des équipements de sécurité et pour réaliser une vérification complète de la protection foudre en 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2006, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées le 24 septembre 2025. Le rapport relève 70 non-conformités, toutes identifiées comme déjà signalées lors du précédent contrôle. Par ailleurs, le compte rendu Q18 lié au référentiel d'assurance APSAD conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Lors de la visite, l'exploitant s'est déclaré étonné à la réception du rapport de vérification, car des non-conformités de l'année précédente y figuraient alors que des travaux de maintenance avaient été réalisés. Par mail du 06/11/2025, l'exploitant a transmis un tableau récapitulant les non-conformités du rapport de vérification des installations électriques levées ou restant à lever. Selon ce tableau, 31 des 70 non-conformités du rapport et 7 des 11 anomalies du Q18 ont été levées. <u>Non-conformité objet d'une mise en demeure :</u> Le dernier rapport de vérification des installations électriques présentant des non-conformités récurrentes dont certaines à risques d'incendie et/ou d'explosion, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'usine de traitement d'eau de Radicatel de respecter les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 21/06/2006, à savoir : -Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Par ailleurs, le rapport de vérification indique, dans le chapitre « Limite de la prestation », que certaines installations n'ont pas pu être vérifiées en raison de leur inaccessibilité, de l'impossibilité de procéder à une coupure de courant car non autorisée, ainsi que d'un accès restreint aux cellules haute tension faute de personnel accompagnant habilité. L'exploitant a indiqué être surpris par certaines de ces limites, précisant que certains accès auraient pu être ouverts à la demande de l'organisme de contrôle. <u>Demande 1 : l'exploitant fera en sorte que l'ensemble des installations électriques, y compris celles figurant dans les limites de la prestation, soient vérifiées.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non-conformité objet d'une mise en demeure :</u> Le dernier rapport de vérification des installations électriques présentant des non-conformités récurrentes dont certaines à risques d'incendie et/ou d'explosion, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'usine de traitement d'eau de Radicatel de respecter les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 21/06/2006, à savoir : -Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point

à ses spécifications techniques d'origine.
Demande 1 : l'exploitant fera en sorte que l'ensemble des installations électriques, y compris celles figurant dans les limites de la prestation, soient vérifiées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Alimentation de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2006, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Organes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis 2024, deux générateurs de secours sont opérationnels sur le site et permettent, en cas de coupure de courant, d'alimenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'installation alimentant le réseau d'eau industrielle (groupe électrogène d'environ 3,7 MW selon le dossier de porter à connaissance déposé en 2019), • l'installation alimentant en eau potable le réseau de Bolbec (groupe électrogène d'environ 0,5 MW selon le même dossier). <p>Pour les installations d'eau potable alimentant la zone du Havre, une armoire électrique a été aménagée afin de permettre le branchement rapide d'un troisième groupe électrogène, que le site fera venir (location à une société extérieure) en cas de perte d'alimentation électrique. Le temps d'intervention maximal pour le branchement de ce groupe est estimé à 5 h 30 par l'exploitant. Ce délai est jugé acceptable par l'exploitant pour l'approvisionnement en eau potable des riverains compte tenu de la présence de deux bassins de 6 000 m³ assurant une autonomie suffisante.</p> <p>Le local chlore et ses asservissements (alarme visuelle et sonore, tour de neutralisation à la soude, etc.) sont alimentés par le même réseau électrique que les installations d'eau potable du Havre. Par conséquent, en cas de perte d'alimentation électrique, seule la concentration en chlore dans le local restera consultable (la centrale de détection possède un onduleur dont l'autonomie, si la batterie est récente, est de 4 h selon l'exploitant). Il faudra donc attendre l'arrivée et le branchement du groupe électrogène externe pour que la tour de neutralisation à la soude redevienne fonctionnelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 2 : l'exploitant fera en sorte qu'en cas de perte d'alimentation électrique, un réseau de secours alimente les équipements de sécurité du local chlore dans un délai inférieur à une heure. Il transmettra sous trois mois un échéancier de travaux visant à la mise en place d'un système</p>

opérationnel avant fin 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Détection chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2006, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation de détection chlore a été contrôlée le 11/09/2025. Le local chlore est équipé de deux capteurs : un dans le local de stockage de chlore et un au niveau du surpresseur.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette vérification avait lieu tous les trois mois. Le compte rendu de vérification considère que le délai de réponse des détecteurs et le déclenchement des asservissements sont satisfaisants.</p> <p>L'inspection a formulé les remarques et interrogations suivantes et demande à l'exploitant d'interroger la société de contrôle sur certains points :</p> <ul style="list-style-type: none"> • il est indiqué dans le rapport que l'année des capteurs est 2018 alors que leur durée de validité est de 2 ans. L'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'une erreur et que les capteurs avaient moins de 2 ans (l'inspection a constaté dans le local chlore que la date de changement indiquée est le 04/09/2024) ; • le débit et la concentration du gaz étalon ne sont pas indiqués dans le rapport ; • le rapport mentionne trois seuils d'alarme : 2 ppm, 4 ppm et 10 ppm (correspondant aux seuils de l'automate selon l'exploitant), et tous les asservissements (alarme, déclenchement de l'installation de neutralisation du chlore à la soude, etc.) se déclenchent à 2 ppm. Toutefois, le rapport n'indique qu'un « temps de déclenchement » sans préciser à quel seuil il correspond ; • la notice technique des capteurs indique que 80 % de la concentration du gaz injecté doit être atteinte en moins de 60 secondes. Ce « T80 » ne semble pas testé lors des contrôles. Si le gaz étalon a une concentration de 10 ppm et que les « temps de déclenchement » du rapport (31 s pour le premier capteur et 41 s pour le second) correspondent à l'atteinte de 2 ppm, on peut s'interroger sur le respect du T80 (atteinte de 8 ppm en moins de 60 secondes) ; • parmi les installations asservies à la détection, ont été contrôlés : l'alarme visuelle, l'alarme sonore, le report d'alerte au numéro d'astreinte et en supervision. En revanche, le contrôle du déclenchement de l'aspiration de l'air, de la tour de neutralisation à la soude et de l'arrêt du surpresseur d'injection de chlore n'est pas mentionné. L'exploitant, qui accompagne la société lors des contrôles, pense que ces éléments sont bien testés. Dans ce cas, ils doivent figurer dans le compte rendu de vérification.

<p>Demande 2 : l'exploitant fera en sorte que les remarques de l'inspection concernant la vérification de la détection chlore soient prises en compte lors du prochain contrôle.</p> <p>Au niveau du local chlore, l'inspection a constaté que les deux capteurs sont situés près du sol (la densité du dichlore étant plus élevée que celle de l'air). Chaque capteur est installé dans un boîtier de protection muni d'un orifice permettant à l'organisme de contrôle d'injecter le gaz de test directement au niveau du capteur à l'aide d'un embout adapté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Analyse des risques foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis 2024, deux générateurs de secours sont opérationnels sur le site (voir point de constats n°1). Suite à cette modification, l'exploitant n'a pas mis à jour son analyse de risque foudre (ARF) ni l'étude technique foudre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 4 : l'exploitant vérifiera si l'installation des deux groupes électrogènes sur le site modifie les données d'entrée de l'ARF. Il mettra à jour l'ARF et l'étude technique foudre le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Vérification des installations de protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification</p>

complète tous les deux ans par un organisme compétent.
<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification des installations de protection contre la foudre est une vérification uniquement visuelle et date du 04/09/2025. Une non-conformité y est relevée : absence de regard ou d'identification de la terre au niveau du répartiteur près du silo à charbon actif. L'inspection a constaté sur site que cette non-conformité avait été levée.</p> <p>La dernière vérification complète date de 2019. Une non-conformité y avait été identifiée : « rendre le parafoudre - silo visible ». L'exploitant a justifié la levée de cette non-conformité.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant que, bien que l'arrêté préfectoral du 21/06/2006 demande une vérification quinquennale des installations de protection contre la foudre, l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation impose une vérification annuelle des installations, dont une vérification complète tous les deux ans. L'exploitant s'est engagé à faire réaliser une vérification complète en 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 5</u> : l'exploitant fera réaliser en 2026 une vérification complète des installations de protection contre la foudre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Manche a air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2006, article 9.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions préventives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une manche à air est présente à proximité du stockage afin d'indiquer le sens du vent en cas de dispersion d'un nuage de chlore.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté sur site la présence de cinq manches à air.</p>
Type de suites proposées : Sans suite